



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe 1

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016, troisième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER) précédemment intitulé : Contrat de bonne gouvernance et de développement (CBGD)

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER) (précédemment intitulé : Contrat de bonne gouvernance et de développement (CBGD)) Numéro CRIS : BF/FED/38574 financé par le Fonds européen de développement	
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour le Burkina Faso	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	Ce programme contribue à l'atteinte des ODD suivants, par ordre d'importance : ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces ODD 17 : Financement du développement ODD 3 : Bonne santé et bien être ODD 5 : Égalité entre les sexes ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ODD 6 : Eau propre et assainissement	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Gouvernance Sécurité – défense Mobilisation des ressources Résilience des populations	Aide au développement : OUI
6. Montants concernés	Coût total estimé : 189 724 007,97 EUR Montant total de la contribution du FED : 189 724 007,97 EUR dont <ul style="list-style-type: none"> • 99 225 000 EUR au titre de l'appui budgétaire Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement (CBGD) ; • 90 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire Contrat 	

	d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER) ; • 499 007,97 EUR au titre de l'appui complémentaire.				
7. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre	Appui budgétaire général Gestion directe – appui budgétaire général : Contrat de bonne gouvernance et de développement (CBGD) et Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER) Gestion indirecte avec la République du Burkina Faso				
8 a) Code(s) CAD	51010 – Appui Budgétaire Général				
b) Principal canal de distribution	Gouvernement du bénéficiaire – 12000				
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif général	stratégique	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance				X
	Aide à l'environnement		X		
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles		X		
	Développement du commerce	X			
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile		X		
	Réduction des risques de catastrophe	X			
	Inclusion de personnes avec handicap	X			
	Nutrition		X		
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal	
	Diversité biologique	X			
	Lutte contre la désertification	X			
	Atténuation du changement climatique	X			
	Adaptation au changement climatique	X			
10. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non	Objectif	Objectif	

		ciblé	significatif	principal
	Digitalisation	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	S.O.			

RESUME

Le Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER) est un avenant au Contrat de bonne gouvernance et de développement – Burkina Faso (CBGD-BF), programme d'appui budgétaire mis en œuvre depuis 2016. Le CBGD a permis : (i) d'appuyer la consolidation de l'état de droit ; (ii) de mettre en œuvre le plan national de développement économique et social ; (iii) de renforcer le dialogue avec le gouvernement sur le cadre macroéconomique et les finances publiques et (iv) d'augmenter l'espace budgétaire du gouvernement pour la période 2017-2019.

Les tranches fixe et variable qui étaient prévues pour l'année 2020 au titre du CBGD seront utilisées pour financer le CCER.

Le CCER est la réponse de l'Union européenne à la situation de fragilité au Burkina Faso, frappé par de multiples crises (sécuritaire, humanitaire et maintenant sanitaire avec le COVID-19). Il fait suite à une demande des autorités burkinabè de restructurer le portefeuille des appuis budgétaires mis en œuvre 2016 par l'UE dans le pays¹. Le CCER vise à consolider la présence de l'État à travers une gouvernance renforcée afin de mieux répondre à la crise, et contribue à la résilience des populations sur l'ensemble du territoire, y compris les régions qui ont le plus de besoins en termes de développement et d'accès aux services de base. De façon spécifique il permettra de :

- Renforcer le secteur sécurité défense, à travers une meilleure gestion des ressources humaines et le développement d'outils de communication ;
- Accélérer la mobilisation des ressources propres permettant le financement des politiques dans une plus grande transparence ;
- Contribuer à la cohésion sociale à travers la justice et la lutte contre les inégalités de genre ;
- Améliorer la résilience de l'ensemble de la population à travers l'accès aux services sociaux essentiels et le développement d'activités économiques.

Le CCER répond aussi à un besoin de prévisibilité budgétaire accrue du Burkina Faso, notamment pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la propagation du COVID-19 dans le pays.

Le programme est en cohérence et complète les objectifs de l'appui budgétaire de l'UE en

¹ Contrat de bonne gouvernance et de développement ; Contrat sectoriel santé ; Contrat sectoriel eau et assainissement ; Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et à la résilience.

cours en appui au Programme d'urgence pour le Sahel (PUS) formulé par le gouvernement burkinabé. Certaines actions, notamment dans le domaine de la sécurité-défense ou pour la mobilisation des ressources internes, contribueront directement à l'atteinte des objectifs du PUS. Le CCER complète les autres actions financées par l'UE en 2020, notamment le projet en cours de formulation sécurité-justice visant à la sécurisation progressive des zones les plus vulnérables du pays.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Pays sahélien, enclavé, le Burkina Faso compte une population estimée de plus de 20 millions d'habitants. Le pays connaît une très grave dégradation sécuritaire sur plusieurs fronts dans le contexte d'inégalités sérieuses entre villes et campagnes, avec une pauvreté d'une partie importante de la population, et des difficultés de l'État à assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire. Ces conditions attisent des phénomènes impactant la sécurité : conflits entre éleveurs et cultivateurs, trafics transfrontaliers, grand banditisme et activisme djihadiste. La crise entraîne un flux de déplacés internes sans précédent. Au total, on estime à 850 000 en avril 2020 le nombre de déplacés forcés, ce qui pose à court-terme de graves problèmes au plan humanitaire, et à moyen terme la question de leur réintégration socioéconomique graduelle. La crise sécuritaire entraîne de graves conséquences pour la résilience des populations.

L'insécurité est alimentée au Burkina Faso par le terreau fertile d'un sous-investissement et d'une faible capacité de l'État dans ses régions périphériques à répondre aux besoins de la population. Elle résulte aussi de la déstabilisation du Mali avec l'importation d'un extrémisme violent à caractère religieux dans le pays. Au plan géographique les zones touchées initialement (Nord et Sahel) se sont étendues progressivement à la plupart des régions frontalières, notamment l'Est, le Centre-Nord, le Centre-Est et la région de la Boucle du Mouhoun². Dans certaines régions, notamment dans l'Est, on noterait une adhésion de plus en plus grande de la population aux causes djihadistes, qui d'une manière ou d'une autre se substituent à l'État. En outre, phénomènes relativement nouveau au Burkina Faso, des tensions intercommunautaires s'accroissent depuis 2019.

Le pays est durement touché depuis mars 2020 par la propagation du COVID-19. On dénombre au 5 avril 2020, 350 cas confirmés, en très forte augmentation, et 17 décès. La crise frappe durement le pays, en raison notamment des faiblesses du système sanitaire du pays. Les autorités ont vite réagi en prenant des mesures strictes au plan sanitaire (fermeture écoles, marchés publics, arrêt transport, couvre-feu, etc.). Elles ont également adopté un plan de riposte comprenant deux volets -socio-économique et sanitaire- visant à éviter toute déstabilisation additionnelle du pays.

La capacité de l'État à fournir aux populations des services régaliens, sécurité et justice, reste un défi majeur. L'État peine à assurer la sécurité sur son territoire : maillage insuffisant des Forces de défense et de sécurité (FDS), mobilité réduite, besoins en encadrement et en renforcement des capacités, gouvernance à renforcer. Les difficultés de l'État à assurer la sécurité ont conduit au développement de groupes d'autodéfense (« Koglweogo ») exerçant

² Sur les cartes successives du MAE français, cela ressemble à un encerclement progressif d'Ouagadougou.

une forme de police de sécurité locale, ouverte à toutes dérives. Fin 2019, le gouvernement a aussi lancé son programme de recrutement de volontaires pour contribuer à la sécurité.

En matière de développement social, l'accès et la qualité des services restent un défi et les conditions de vie des populations sont mises à rude épreuve (le pays est classé au 182^{ème} rang sur 189 au classement Indice de développement humain (IDH) en 2019). Mais le Burkina Faso a néanmoins affiché des progrès intéressants en matière de santé (diminution des taux de mortalité maternelle et infantile au cours de la dernière décennie) et d'accès à l'eau potable. Dans le domaine de l'éducation, si les taux de scolarisation sont en hausse dans le primaire, la qualité de l'enseignement reste insuffisante.

L'enjeu pour le pays est de restaurer la confiance des populations dans l'appareil d'État, prévenir les conflits et redonner de la crédibilité et de l'efficacité aux différentes institutions, qui sont sorties affectées par les années du régime précédent. La transparence et la lutte contre la corruption peinent à se développer : l'indice de perception de la corruption s'est même légèrement dégradé en 2019 et s'élève à 40/1000. La faiblesse de la gouvernance reflète le manque de capacités de l'administration, à la fois en termes de ressources humaines et de moyens financiers.

Au plan budgétaire, l'augmentation des dépenses de sécurité-défense, liée aux niveaux élevés de la masse salariale qui représentent 65 % environ des recettes, contraignent fortement le budget. Les investissements sur ressources propres ont fortement chuté depuis 2017. Leur faible niveau fait peser des menaces sur la croissance à moyen et long terme. La croissance économique reste relativement bonne (6 % en 2019), car les principaux pôles sont encore épargnés par les conditions sécuritaires.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

En 2016, le gouvernement a adopté son Plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDES), qui traduit les engagements du projet de société du Président du Faso et les engagements nationaux pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Il est le cadre politique de toutes les politiques de développement.

Ce plan ambitieux et ayant pour objectif de transformer structurellement l'économie burkinabè, fait suite aux plans successifs de lutte contre la pauvreté, notamment le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) et à la Stratégie de croissance accélérée et développement durable 2011-2015 (SCADD). Celle-ci intégrait l'ensemble des cadres d'orientation du développement, à long, moyen et court termes, globaux ou locaux, sectoriels ou thématiques.

L'action visée par cet avenant contribue à la stabilité et la sécurité du Burkina Faso, dans le respect de l'État de droit et des droits de l'Homme, dans le cadre du PNDES. Elle répond ainsi de façon directe aux intérêts stratégiques de l'UE au Burkina Faso et dans la région qui sont la paix, la stabilité et la sécurité.

Le pays est un verrou au carrefour de l'Afrique de l'ouest qui devrait protéger les pays du Golfe de Guinée contre la progression vers le sud du terrorisme islamique. Une dégradation de la sécurité pourrait provoquer un effet domino, entraîner la déstabilisation des pays voisins et compromettre les intérêts stratégiques directs de l'UE dans la région.

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

L'action s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), référentiel de développement du pays. Le PNDES a pour objectif de

transformer structurellement l'économie burkinabè pour une croissance forte, durable, inclusive et créatrice d'emplois, permettant l'amélioration du bien-être social. Le gouvernement a adopté un programme d'investissements prioritaires permettant de répondre aux objectifs de la politique, en matière de croissance inclusive et de création d'emplois. Si des progrès ont été faits, les taux de mise en œuvre restent encore faibles.

Si le PNDES a pu montrer des résultats concrets, il ne permet pas à lui seul de répondre à la situation de crise du pays, ce qui a amené les autorités à adopter en 2017 le Programme d'urgence pour le Sahel (PUS), déclinaison géographique du PNDES. Le PUS a été élargi en 2019 à 4 nouvelles régions³. La stratégie propose de façon pertinente une approche intégrée associant développement – sécurité – résilience. Elle vise à restaurer la présence de l'État dans les zones concernées et à favoriser l'accès aux services sociaux de base pour les populations. Ainsi, le PUS + combine une approche de court terme (répondre aux urgences et renforcer la résilience) et de moyen terme (construction de la résilience).

Le CCER contribuera de façon indirecte à l'atteinte des objectifs du PUS à travers une meilleure gouvernance et des ressources accrues et visera aussi à renforcer l'opérationnalisation des mécanismes de coordination du PNDES, du PUS et des stratégies sectorielles au niveau régional/provincial (niveau déconcentré) et communal/villageois (niveau décentralisé). Il permettra aussi de transférer des ressources substantielles au budget de l'État, contribuant au maintien de la stabilité budgétaire et au financement du plan de riposte COVID-19, volets sanitaire et socio-économique.

1.4 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes nationales à la mise en œuvre de l'action sont :

- Présidence du Burkina Faso ;
- Premier ministre en charge du PNDES et définissant les orientations du PUS à travers le Comité d'orientation stratégique ;
- Ministère de l'économie, des finances et du développement en tant qu'ordonnateur national du budget et ordonnateur national du FED :
 - Direction générale de la coopération ;
 - Direction générale des impôts ;
 - Direction générale du budget ;
- Ministère de la défense et des anciens combattants ;
- Ministère de la sécurité ;
- Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption ;
- Ministère de la justice, garde des Sceaux ;
- Ministère de la femme, de la solidarité nationale, de la famille et de l'action humanitaire ;
- Ministère de la santé ;

³ Zones couvertes par le PUS : Nord et Sahel (depuis 2017), Boucle du Mouhoun, Centre-nord, Centre-est et Est (depuis 2019)

- Ministère de l'agriculture et des aménagements hydro-agricoles ;
- Ministère de l'élevage et des ressources animales et halieutiques ;
- Ministère de l'eau et de l'assainissement ;
- Secrétariat permanent du Conseil national pour la protection sociale.

Les partenaires techniques et financiers engagés en appuis budgétaires sont aussi partie prenante à travers le Cadre général des appuis budgétaires.

Les revues du Fonds monétaire international (FMI) du programme en cours avec le pays donneront des informations essentielles pour le suivi macroéconomique et l'appréciation de la condition générale liée à la macroéconomie.

La Chambre de commerce jouera un rôle clé dans la mobilisation des ressources auprès de la Direction générale des impôts, à travers l'extension de la facture normalisée.

La Troïka des partenaires techniques et financiers, en charge du dialogue sur la mise en œuvre du PNDES et du PUS, jouera un rôle clé en tant qu'interlocuteur privilégié des autorités dans la cadre du dialogue avec le Premier ministre et le Ministre de l'économie, des finances et du développement.

Les différentes revues sectorielles annuelles, et celle du PNDES, permettront de discuter de l'atteinte des indicateurs avec l'ensemble des acteurs concernés gouvernementaux, société civile et partenaires au développement.

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Le **Contrat de bonne gouvernance et de développement (CBGD)**, appui budgétaire général, a pour objectif principal d'appuyer le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de développement national, dans un cadre macroéconomique stable et avec une gestion des finances publiques saine. Les principaux domaines sont :

- Démographique ;
- Finances publiques ;
- Justice ;
- Corruption ;
- État civil ;
- Protection sociale.

Au niveau du financement de l'action publique, les contraintes majeures restent :

- Mobilisation des recettes internes ;
- Efficacité de la dépense.

Le **Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER)** vise à restaurer l'autorité de l'État et à renforcer ses capacités de réponse à la crise. La résolution de la crise passe par un État plus fort, présent sur tout le territoire et capable d'assurer les services régaliens et de fournir des services essentiels de qualité (sociaux et développement rural).

Ainsi, le programme visera à renforcer :

- La capacité du pays à assurer la protection des populations, à travers un renforcement des capacités des militaires et en matière de communication ;
- La mobilisation des ressources internes pour permettre un meilleur financement des politiques publiques, dans une plus grande transparence ;
- La cohésion sociale et la lutte contre les inégalités, éléments déterminants de la stabilité à long-terme ;
- La résilience des populations. À travers la résilience économique et l'accès aux services sociaux essentiels notamment pour les femmes et les enfants.

1.6 Autres domaines d'évaluation

1.6.1 Valeurs fondamentales

La volonté du gouvernement de respecter le droit démocratique, et le processus de réforme constitutionnelle qui consacre davantage les droits humains, sont des atouts démontrant les avancées au niveau du respect des libertés et droits fondamentaux. Un meilleur suivi des engagements du pays est visible. Le projet de réforme constitutionnelle, qui reste à adopter, prévoit l'abolition de la peine de mort, abolie de facto dans le code pénal (2018). Cette nouvelle Constitution prévoit de renforcer les droits de l'Homme (en particulier des femmes) et le principe des institutions indépendantes.

La stratégie UE pour les droits de l'Homme et la démocratie au Burkina Faso et les rapports annuels de suivi constituent le cadre pour le dialogue avec les autorités, incluant les rencontres sur l'Art. 8 de l'Accord de Cotonou.

Si les intentions sont là, la mise en œuvre du cadre légal sur les libertés et les droits est souvent ralentie par le manque de moyens et de capacité de la justice et des instances gouvernementales. Ainsi, l'Examen périodique universel (EPU, mai 2018) a relevé certaines faiblesses concernant les droits des femmes et les discriminations de genre, ainsi que les exactions des FDS et des groupes d'autodéfense.

Le Burkina Faso a mis en place en 2018 la nouvelle Commission nationale des droits de l'homme (membres nommés et Président élu). La montée en puissance de la Commission est progressive. Elle dispose de son propre budget depuis 2020.

Les aspects socio-culturels peuvent être un obstacle, particulièrement pour ce qui concerne les droits des femmes et des filles (mariages précoces, forcés et non enregistrés, mutilations génitales féminines, grossesses rapprochées, droit à l'héritage), mais l'engagement fort du gouvernement et des services de l'État sont des signaux positifs dans l'amélioration de leurs conditions. L'adoption en juin 2017 de la loi portant protection des défenseurs des droits humains constitue une avancée majeure. Il n'existe aucun cas spécifique de persécution rapportés liés aux droits des LGBT.

1.6.2 Politique macroéconomique

Le pays mène une politique macroéconomique orientée vers la stabilité.

Le pays bénéficie d'un programme avec le FMI à travers une Facilité élargie de crédit (FEC) signée en mars 2018. Dans le cadre des engagements avec le FMI, les autorités ont fait des efforts importants pour ramener le déficit budgétaire à 3 % du Produit intérieur brut (PIB) fin 2019, tout en tentant de protéger au mieux les dépenses essentielles consacrées aux services sociaux et aux investissements publics prioritaires.

Fortement frappé par l'épidémie COVID-19, le pays devrait connaître en 2020, selon les autorités, une croissance de 2 % (contre 6 % en 2019 et 6 % initialement prévu pour 2020). La croissance sera affectée principalement par la mauvaise orientation de l'activité des services marchands tels que le commerce (-5,5 %) et le transport (-5,6 %). Du côté de la demande, il est attendu une baisse de la consommation privée et des investissements compte tenu de l'incertitude liée à la crise.

La crise a aussi des conséquences sociales importantes car une grande partie de la population, dans le secteur informel, vit au jour le jour des activités sur les marchés et dans la rue. Conscient de risques, le gouvernement a adopté un plan de riposte (volet socio-économique et volet sanitaire) de 600 000 000 EUR, dans le but d'éviter toute déstabilisation supplémentaire du pays et de prévoir un plan de relance de l'économie. L'État finance une partie de ce plan et recherche des appuis complémentaires des partenaires.

Le déficit budgétaire devrait s'aggraver et atteindre 5 % du PIB fin 2020, sous l'effet conjugué d'une baisse des recettes et d'une augmentation des dépenses. L'inflation se situerait à 3,9 % contre 2,3 %, compte tenu de la pression sur les prix des importations, suite à la fermeture de certaines frontières.

En plus des dépenses budgétaires exceptionnelles liées au COVID-19, les fortes augmentations en matière de dépenses sécuritaires (20 % environ depuis 2018⁴) et les revendications sociales (masse salariale de plus de 60 % des recettes fiscales avec les différentes primes, nettement au-dessus de la cible de 35 % de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)) pèsent sur le budget et l'investissement public. La baisse de l'investissement public est une menace sur croissance à moyen et long terme, et plus généralement sur les conditions de vie des populations.

Le gouvernement prépare actuellement une Loi de finance rectificative (LFR) qui permettra de revoir les priorités et de répondre à la crise du COVID-19. Les contours de la LFR sont incertains, mais il semble acquis que les investissements publics seront la principale variable d'ajustement. Au plan des ressources les principaux partenaires envisagent de mobiliser des ressources additionnelles à travers les appuis budgétaires et d'anticiper les paiements pour aider l'État à répondre à la crise.

Le taux de pression fiscale est constant à 17 % environ des recettes fiscales⁵, mais en dessous des besoins de financement. Si des efforts ont été faits ces dernières années pour améliorer la collecte de l'impôt, le pays devra s'engager tôt ou tard dans un élargissement de l'assiette (fiscalisation du monde rural, cadastre fiscal).

L'économie du Burkina Faso reste très fragile. Les marges budgétaires sont inexistantes, la rendant particulièrement vulnérable aux chocs externes. L'économie présente des faiblesses structurelles, en particulier la faible compétitivité, le manque de diversification et de création de valeur ajoutée (principalement matières premières agricoles non transformées). Elle reste aussi particulièrement exposée aux cours internationaux des matières premières et aux aléas climatiques.

Le dialogue sur les questions macroéconomiques se déroule dans le cadre de la Troïka et des réunions périodiques avec le Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement. Le

⁴ Loi de Finances initiale 2019 (LFI 2019) et LFI 2020.

⁵ Le taux devrait être revu à la hausse avec la révision du PIB selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et devrait se situer à environ 14,8 %.

Cadre sectoriel de dialogue (CSD) Gouvernance économique (UE Chef de file en 2020) alimente les discussions et permet des contacts techniques constants avec le ministère.

Les principaux points du dialogue incluent :

- Le plan de réponse au COVID-19 pour les mesures socio-économique et le financement du volet sanitaire.
- La mobilisation des ressources pour permettre le financement des politiques publiques et des investissements structurants. Le taux de pression fiscale est faible (17 % du PIB en 2018) et reste loin des objectifs (20 %). Cette mobilisation doit se faire à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et les financements innovants⁶.
- La maîtrise des dépenses courantes et en particulier de la masse salariale (55 % des recettes fiscales, significativement au-dessus des critères de convergence).
- La chaîne de la dépense pour les investissements (matrice de réformes stratégiques et d'investissements structurants du PNDES) : sélection des projets, études de faisabilité, suivi de la mise en œuvre, adaptation des procédures aux zones sensibles du PUS.

Sur base de l'analyse ci-dessus, et malgré les défis auxquels le pays fait face, la Délégation considère que le Burkina Faso présente un cadre macroéconomique axé sur la stabilité

1.6.3 Gestion des finances publiques (GFP)

Pour encadrer l'ensemble des réformes, y compris en matière de contrôle externe, le Burkina Faso s'est doté d'un Plan intégré de la réforme des finances publiques, sous l'impulsion forte des partenaires et particulièrement de l'UE. Ce plan couvre tous les segments de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption. Il est le cadre de dialogue entre les partenaires et le gouvernement. Pour faciliter la mise en œuvre, le pays a mis en place un mécanisme de coordination interministériel, auquel les partenaires participent en tant qu'observateurs, y compris les structures de contrôle externe.

Le pays fait face à de nombreux défis dans l'exécution de son budget. Ceux-ci portent sur la nomination et le renforcement des capacités de tous les responsables de programme, la réforme du contrôle public, le renforcement des prévisions budgétaires (recettes et dépenses), la transparence et la maîtrise de la rémunération des agents publics (réduction des recrutements, revues fonctionnelles des ressources humaines). Pour la gestion des investissements publics, malgré les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des recommandations du PIMA (guide méthodologique pour les évaluations ex ante des projets, y compris maturation des projets), le défi reste entier en ce qui concerne la mise à jour de la réglementation sur les partenariats publics-privés. Une adaptation des procédures est également en cours pour permettre de passer les marchés dans les zones sensibles difficilement accessibles (zones PUS).

Après les baisses enregistrées en 2014 et 2015 durant la période de transition, le Burkina Faso connaît une tendance haussière dans la mobilisation des ressources internes (+17 % en 2016, +13 % en 2017, +10 % en 2018 et +17 % en 2019).

⁶ La Délégation de l'UE a financé une étude en 2018, et accompagnera le gouvernement dès 2019 pour identifier les pistes concrètes et mener les réformes.

Les recettes souffriront en 2020 de la crise liée au COVID-19 et du ralentissement de la croissance. Elles sont attendues en baisse de 8 % par rapport à 2019 et représentent un manque à gagner de 460 000 000 EUR par rapport aux prévisions initiales.

Si la mobilisation des ressources avait été satisfaisante ces dernières années au regard des objectifs affichés en matière de collecte, elle est encore insuffisante pour booster le taux de pression fiscale, stable à 17,3 % en 2019⁷ et projeté en baisse à 16 % en 2020. Le pays a fait des progrès dans la modernisation des administrations fiscale et douanière (télé procédures, interconnexion de systèmes douaniers, manuel de procédures fiscales, doctrine fiscale, etc.). Mais, le pays doit réformer davantage pour relever les défis liés à l'étroitesse de son assiette fiscale, à la faible maîtrise du fichier des contribuables, à la gestion du civisme fiscal, à la faiblesse du dispositif de remboursement de la TVA et à la gestion du risque fiscal et douanier. Les autorités ont déclaré envisager une fiscalisation du secteur agricole, mais la tâche est complexe du fait de l'absence de cadastre foncier et il est difficile d'envisager des résultats à court terme.

En termes de perspectives, le plan intégré de réformes des finances est structuré selon des axes prioritaires pertinents : (i) généralisation des télé procédures dans la gestion des recettes (déclarations et paiements) ; (ii) interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec ceux des pays voisins ; (iii) élargissement de l'assiette fiscale (gestion des exonérations, recoupement fiscal, recensement fiscal, cadastre fiscal, fiscalisation du secteur informel) ; (iv) renforcement du civisme fiscal (stratégie de gestion et plan d'action) et réduction des restes à recouvrer (RAR) ; (v) renforcement du contrôle de la facturation de la TVA ; (vi) réformes de la gestion des partenariats publics privés pour renforcer l'accès à ce type de financement innovant et (vii) amélioration des dispositifs de suivi des obligations fiscales, du recouvrement et du contrôle fiscal.

Pour la période en cours, le défi pour le gouvernement reste, outre la poursuite des mesures de modernisation de l'administration fiscale et d'élargissement de l'assiette fiscale, la prise de mesures fortes pour faire face au poids de la masse salariale sur les finances publiques, la révision du dispositif de gestion des projets d'investissement, y compris les partenariats publics-privés.

À moyen terme, ces défis doivent être complétés par le renforcement de l'indépendance et de l'efficacité de la Cour des comptes ainsi que par l'effectivité du fonctionnement des nouvelles structures impliquées dans la lutte contre la corruption: pôles judiciaires spécialisés dans les infractions économiques et financières, nouvelle Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), en particulier dans ses fonctions audit et investigation.

Sur base de l'analyse ci-dessus, la Délégation considère que la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques reste pertinente et crédible et que les progrès sont satisfaisants

1.6.4 Transparence et contrôle du budget

Le point d'entrée est considéré comme atteint depuis plusieurs années. Les différents documents budgétaires (Loi de finance, Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel, rapports d'exécution du budget et budget citoyen) sont en ligne sur le site web de la direction générale du budget. Par ailleurs, le pays publie régulièrement les

⁷ Comme indiqué précédemment, le taux devrait être revu à la hausse avec la révision du PIB selon le SCN 2008 et devrait se situer à environ 14,8 %.

rapports sur la dépense fiscale. L'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption met aussi à la disposition du public les rapports de gestion.

Le tableau ci-après résume la disponibilité des principaux documents budgétaires :

Document budgétaire	Produit (O/N)	Publié (O/N)	Publié dans les délais (O/N)	Exhaustivité et qualité	Faiblesses majeures / point de référence
Projet de budget	O	O	O	Document exhaustif mais encore très technique, même si le passage au budget de programmes a amélioré sa compréhension	Document publié généralement dans les délais, en septembre N pour le budget N+1
Budget adopté	O	O	O		Document publié en ligne dans les délais. Pour le Budget 2018 adopté le 27/11/2017 et mis en ligne le 9/01/2018
Rapports périodiques en cours d'exercice	O	O	N	Exhaustif et de bonne qualité avec situation des programmes et indicateurs de suivi	Retard dans la publication: rapport en T3 2017 pas encore publié en février 2018.
Rapport à mi-parcours de l'exécution du budget	O	N	N	s.o.	Rapport de revue à mi-parcours produit pour usage interne uniquement
Rapport de fin d'année	O	O	O	Exhaustif et de bonne qualité avec situation des programmes et indicateurs de suivi	Rattrapage significatif dans le délai de publication. Le rapport de l'exécution du budget 2017 a été mis en ligne le 15 février 2018
Loi de règlement (LR)	O	O	N	Exhaustif selon le format de la loi de finances	Délai d'adoption trop long. La dernière LR de 2014 a été adoptée en 2017.

Document budgétaire	Produit (O/N)	Publié (O/N)	Publié dans les délais (O/N)	Exhaustivité et qualité	Faiblesses majeures / point de référence
Autres documents budgétaires - Budget citoyen - CDMT/DPBEP - Rapport sur la dépense fiscale	Oui pour tous les documents	Oui pour tous les documents	Oui pour tous les documents	Le budget citoyen est très clair. Le DPBEP est également un document très clair avec les hypothèses de projections macroéconomiques et budgétaires triennales.	Le budget citoyen est régulièrement publié dans les délais et fait l'objet d'échanges publics Le dernier DPBEP 2019-2021 a été publié en juin 2018 Les rapports 2015 et 2016 sur la dépense fiscale ont été publiés en 2017. Celui de 2017 devrait inclure une évaluation d'impact.

Le Burkina Faso participe aux évaluations de l'Open Budget Index qui a montré les performances suivantes aux cours des dernières années :

	2010	2012	2015	2017
Score OBI	5	23	43	24

La notation en baisse constatée en 2017 était due à l'absence du document de budget citoyen. Situation normalisée depuis 2018.

Sur base de l'analyse ci-dessus, la Délégation considère que le point d'entrée est atteint et que des progrès ont été réalisés en vue de renforcer la transparence budgétaire.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
<p>Risques de nature politique</p> <p>La crise sécuritaire et ses multiples conséquences font peser des risques sérieux sur le pays au plan politique et humanitaire. La cohésion sociale est menacée.</p> <p>L'année 2020 est une année électorale, charnière dans la stabilisation et la sécurisation du pays.</p>	Élevé	<p>Dialogue politique renforcé sur les élections, la sécurité, le suivi des réformes constitutionnelles, la réforme de la justice.</p> <p>Les principaux outils sont le dialogue sur l'Article 8, le dialogue dans le cadre des appuis (CCER) et PUS, et au sein des cadres de sectoriels de dialogue.</p> <p>Appui au processus électoral, appui à la sécurité et à la justice.</p>
<p>Risques macroéconomiques</p> <p>Les autorités font face à de fortes contraintes budgétaires, notamment liées au COVID-19, et n'ont aucune marge de manœuvre pour répondre des événements ou menaces imprévues.</p>	Élevé	<p>Dialogue politique renforcé avec le gouvernement et les autres partenaires dont le FMI sur la LFR et les priorités du budget.</p> <p>Mobilisation massive de fond pour maintenir la stabilité budgétaire. Paiements anticipés et poids relatif plus important de la tranche fixe du CCER.</p> <p>Appui à la diversification de l'économie à travers plusieurs projets de transformation.</p>
<p>Risques développementaux</p> <p>Les multiples crises qui frappent le pays (sécuritaire, sanitaire et humanitaire) et les fortes contraintes budgétaires ne permettent pas au gouvernement de prévoir les investissements nécessaires à la croissance et à l'emploi.</p>	Élevé	<p>Dialogue politique renforcé sur les priorités du PNDES et des politiques sectorielles au regard de la situation, dans le cadre de l'appui budgétaire et des Cadres sectoriels de dialogue.</p> <p>Suivi des investissements prioritaires.</p>
<p>Finances publiques et corruption</p> <p>La mobilisation des ressources est inférieure aux besoins en financement des politiques publiques.</p> <p>La perception de la corruption reste élevée.</p>	Élevé	<p>Dialogique politique sur le Plan intégré de réformes des finances publiques, incluant le contrôle externe et la lutte contre la corruption.</p> <p>Programme d'assistance technique (PAGPS) : impôts et contrôle externe.</p>

Hypothèses

À travers son plan d'action 2020, l'UE contribue au maintien de la stabilité du pays. De façon spécifique, l'UE répond à plusieurs facteurs de risques majeurs (soutien budgétaire pour répondre au COVID-19 et aux risques de déstabilisation économique et sociale, soutien au processus électoral et renforcement de la cohésion sociale à travers le projet sécurité-justice).

Le maintien en place des institutions et une situation sociale calme sont des prérequis pour la bonne mise en œuvre du programme. Ces conditions permettront à l'État de s'engager dans les réformes visées par le programme en vue de restaurer son autorité et de renforcer sa capacité à répondre aux crises et aux besoins des populations (sécurité, résilience, etc.).

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Le Burkina Faso est bénéficiaire d'appuis budgétaires depuis plusieurs années, en particulier au cours du 10^e FED avec un appui budgétaire général, et des appuis budgétaires sectoriels dans le domaine de l'eau et l'assainissement et de la santé. Le pays a notamment bénéficié d'un appui budgétaire général type Contrat OMD de 2009 à 2014⁸ (366 000 000 EUR). Le contrat OMD s'est focalisé sur l'appui à la stratégie nationale de développement et la fourniture de services sociaux dans le domaine de l'éducation et de la santé.

D'autre part, le Burkina Faso a bénéficié pendant la transition en 2015 du programme d'appui à la transition au Burkina Faso (PATBF) de 120 000 000 EUR, appui budgétaire général de type Contrat d'appui à la consolidation de l'état, ce qui a permis au pays de faire face à une fragilité politique temporaire. Cet appui budgétaire a entre autre aidé le pays à organiser les élections présidentielle, législative et municipale de manière satisfaisante et à renforcer la gouvernance dans le domaine de la lutte contre la corruption, le renforcement du contrôle externe et l'indépendance de la justice.

Les performances du Burkina Faso dans la mise en œuvre de programmes d'appuis budgétaires ont été satisfaisantes ces dernières années. Le pays a entrepris des réformes importantes (i.e. gratuité des soins pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes) et a maintenu une politique macroéconomique stable. Mais l'ensemble demeure fragile, et les progrès, s'ils sont réels dans certains secteurs restent encore trop timides. Ils ne permettent pas de répondre aux besoins urgents de la population.

Le pays fait aussi face depuis plusieurs années à une détérioration importante de la situation sécuritaire, qui menace gravement la stabilité et le développement du pays.

Fort de ces constats, et compte tenu de la flexibilité de l'appui budgétaire, l'Union européenne a décidé de restructurer son portefeuille des appuis budgétaires en cours depuis 2016, afin de répondre à la fragilité du pays.

Ainsi, ces appuis budgétaires (Contrat de bonne gouvernance, appuis sectoriels Eau et assainissement, Développement rural et Santé) sont rationalisés et regroupés au sein du CCER, qui en reprend certains indicateurs essentiels et les cibles qui avaient été négociées. Le

⁸ Prolongé jusqu'en 2016 par des tranches annuelles de performance décentralisation.

CCER permettra de renforcer la résilience des populations. Il définit aussi des objectifs ambitieux en matière de sécurité et de défense, nouveau domaine d'application.

Avec le CCER, mis en œuvre en parallèle à l'appui budgétaire au PUS, l'UE dispose d'un portefeuille cohérent d'outils pour répondre à la situation de fragilité du pays. Cette restructuration du portefeuille des appuis budgétaires permet de répondre aux besoins urgents du pays, tout en consolidant les acquis.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le Contrat de bonne gouvernance a permis une bonne complémentarité avec les programmes d'appui institutionnel du 11^e FED dans le domaine de la gouvernance : justice, état civil et démographie et a permis un haut niveau de dialogue de politique. Ce programme s'inscrit aussi en complémentarité avec le programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) qui accompagne la réforme des finances publiques et renforce les capacités statistiques pour le suivi-évaluation.

Les partenaires sont regroupés au sein du Cadre général des appuis budgétaires permettant un dialogue renforcé avec les autorités sur la mise en œuvre des programmes (dialogue sur les conditions générales, suivi des indicateurs des tranches variables).

Le **CCER** est complémentaire et en synergie avec les appuis des autres principaux partenaires, Banque mondiale, Agence française de développement et Banque africaine de développement. Il complète en outre les objectifs de l'appui budgétaire de l'UE au PUS, réponse territorialisée du gouvernement à la crise, et contribue à renforcer des mécanismes qui permettront l'atteinte de ces mêmes objectifs : sécurité, défense, mobilisation des ressources notamment.

Les programmes d'appuis institutionnels à la gestion publique et aux statistiques, et aussi dans le domaine des différents appuis budgétaires sectoriels⁹ (ndlr Santé, Eau et assainissement et Développement rural), concourront à l'atteinte des objectifs du CCER à travers une meilleure programmation et pilotage des politiques.

Les actions visant à la réforme des ressources humaines de la défense sont menées en pleine synergie avec la France qui intervient dans le domaine. L'action de l'Union européenne permettra de contribuer et de prolonger les actions en cours, mais aussi de renforcer le dialogue avec un Etat membre et le Gouvernement sur un sujet crucial pour la stabilité du Burkina Faso.

Ce programme est cohérent avec d'autres actions financées par l'Union européenne au Burkina Faso qui visent à contribuer à la sécurisation progressive des zones les plus vulnérables du pays, afin de favoriser le retour des services de l'état et le renforcement de la relation de confiance entre les populations et les institutions publiques. Il est aussi cohérent avec les interventions de la DG ECHO en particulier en ce qui concerne les actions de renforcement de la résilience des populations et de l'accès aux services sociaux essentiels.

L'Union européenne et les Etats membres ont adopté leur document de programmation conjointe en octobre 2019. Cette approche conjointe permet un dialogue renforcé sur les questions de transformation sociétale, élément essentiel de la cohésion sociale, l'un des objectifs du CCER. En 2020, l'objectif de l'Union européenne au Burkina Faso sera

⁹ Si les parties relatives aux contrats d'appuis budgétaires sectoriels ont été fusionnées dans le CCER, les contrats d'appuis institutionnels aux différents secteurs se poursuivent normalement.

d'opérationnaliser la programmation conjointe en mettant en œuvre avec les Etats membres des actions permettant un dialogue de politique renforcé.

Afin d'assurer la complémentarité, la synergie et la coordination, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes de donateurs et peut participer aux organes de coordination des donateurs dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Contrat de bonne gouvernance

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif numéro 1 des ODD : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des objectifs 5 - Egalité entre les sexes et 16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces.

L'objectif général de ce programme est de promouvoir un développement économique et social en consolidant la gouvernance dans la mise en œuvre des politiques publiques au Burkina Faso.

De façon spécifique, il s'agira de :

- Lever les contraintes empêchant une croissance durable et inclusive ;
- Encourager la redevabilité nationale et renforcer les mécanismes de contrôle nationaux ;
- Accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs des politiques publiques ;
- Consolider les systèmes centraux des pouvoirs publics.

Ces objectifs sont cohérents avec la politique de l'Union européenne en matière de développement, en particulier le Programme pour le changement.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Le plan national de développement économique et social (PNDES) et les politiques sectorielles continuent d'être mis en œuvre ;
- Les acquis des réformes en matière de finances publiques sont consolidés, notamment dans les domaines de la transparence et du contrôle ;
- L'indépendance et le financement de la justice sont renforcés ;
- Le fonctionnement de la justice est amélioré ;
- La lutte contre la corruption et la fraude est rendue plus opérationnelle ;
- L'offre de planification familiale est accrue ;
- L'état civil est modernisé ;
- La mobilisation des ressources propres est accrue ;

- La dépense publique est plus efficace ;
- Un ciblage plus efficient de tous ménages vulnérables est mis en œuvre, y inclus ceux composés de personnes déplacées et les ménages dirigées par des femmes seules.

Les activités principales consistent en :

- Le transfert d'un maximum de 99 225 000 EUR si les conditions de décaissement sont remplies ;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur la mise en œuvre du plan national de développement économique et social et des politiques sectorielles ;
- Un dialogue régulier sur la gestion des finances publiques et la transparence budgétaire ;
- Un suivi des développements macroéconomiques ;
- Un dialogue permanent et approfondi avec le gouvernement sur les domaines retenus : la démographie, la protection sociale, l'indépendance et le fonctionnement de la justice, la lutte contre la corruption, la mobilisation des ressources internes et l'efficacité de la dépense publique ;
- Le suivi des indicateurs des tranches variables ;
- Une coordination continue avec les autres bailleurs faisant des appuis budgétaires.

L'aide budgétaire sera complétée par un appui institutionnel dont l'objectif est d'accompagner la mise en œuvre du programme, la revue à mi-parcours et les éventuelles évaluations. Cet appui institutionnel sera fourni en étroite coordination avec les programmes d'appui institutionnel dans les domaines des finances publiques et des statistiques (programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques) et de la justice (programme d'appui à la politique nationale de justice).

Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER)

L'objectif général du CCER est de contribuer à la stabilité budgétaire du pays et de renforcer la capacité de l'Etat à travers une meilleure gouvernance, pour lui permettre de répondre à la situation de fragilité du pays. Il permet de contribuer à la mise en œuvre du plan national de riposte au COVID-19, volet sanitaire et volet socio-économique.

De façon spécifique, les objectifs du programme sont :

- Engager des réformes dans le domaine de la défense et de la sécurité, pour renforcer les capacités du pays à défendre les biens et les personnes sur l'ensemble du territoire ;
- Accélérer la mobilisation des ressources propres pour permettre un meilleur financement des politiques publiques dans une plus grande transparence, et la mise en œuvre du plan national de riposte COVID-19 ;
- Renforcer la cohésion sociale ;
- Contribuer à la résilience des populations (résilience économique et accès aux services sociaux essentiels).

Les produits induits attendus de la politique soutenue par l'appui budgétaire sont :

- Réforme de la chaîne de gestion des ressources humaines de l'armée ;
- Interopérabilité des systèmes de communication entre différents corps en matière de sécurité-défense ;
- Augmentation des recettes fiscales à travers la formalisation de l'économie et la collecte de la taxe sur l'eau ;
- Plus grande transparence dans la gestion des fonds publics à travers un meilleur suivi des cas présumés de corruption ;
- Fonctionnement de la justice ;
- Lutte contre les violences de genre ;
- Résilience économique : accès aux périmètres irrigués, vaccination de la volaille ;
- Accès aux services sociaux essentiels en matière de santé, planification familiale, nutrition et développement de service sociaux communaux.

Les produits directs du contrat d'appui budgétaire sont :

- Transferts financiers au compte du Trésor ;
- Dialogue renforcé sur le PNDES et les différentes politiques sectorielles à travers le dialogue avec l'Union européenne sur l'atteinte des indicateurs, le Cadre général des appuis budgétaires et les Cadres sectoriels de dialogue ;
- Suivi étroit de la situation macroéconomique et du plan de réforme des finances publiques ;
- Renforcement des capacités à travers les contrats d'appuis institutionnels existants dans les différents domaines.

4.2 Logique d'intervention

Contrat de bonne gouvernance

La logique d'intervention de l'action consiste à **renforcer les différents aspects de la gouvernance des politiques publiques**. Cette action permettra de renforcer le dialogue.

- Au niveau de la gouvernance budgétaire en incitant le gouvernement à :
 - Mobiliser davantage des ressources internes (élargissement de l'assiette fiscale et efficience de l'administration) ;
 - Rendre la dépense publique plus efficace (suivi des marchés publics et qualité des investissements).
- Au niveau de la gouvernance financière économique en invitant le gouvernement à :
 - Poursuivre ces efforts de lutte contre la corruption.
- Au niveau de la gouvernance économique en invitant le gouvernement à :
 - Offrir les services de planification familiale nécessaires pour une meilleure maîtrise de la démographie afin de réduire la pression sur l'utilisation des ressources agricoles et hydrauliques.
- Au niveau de la gouvernance judiciaire, en appuyant le gouvernement à :

- Augmenter le financement du secteur de la justice ;
- Consolider l'indépendance de la justice ;
- Améliorer l'accès à la justice et son efficacité.
- Au niveau de la gouvernance administrative, en aidant le gouvernement à :
 - Moderniser l'état civil (meilleur enregistrement des naissances) ;
 - Rendre plus effectif le ciblage des ménages vulnérables (mise en place d'un registre unique).
- Au niveau de la gouvernance locale, en soutenant le gouvernement à :
 - Assurer le fonctionnement efficace des collectivités territoriales.

Le rôle du Ministère de l'économie, des finances et du développement a toujours été prépondérant dans le dialogue sur les appuis budgétaires car il est le principal bénéficiaire des transferts de fonds. Il s'agira d'utiliser ce levier de dialogue pour s'assurer de la pleine coopération entre les acteurs sectoriels et ce ministère dans l'allocation, la programmation, la budgétisation et l'exécution des politiques ou stratégies concernées tout en renforçant le contrôle et la reddition des comptes.

Comme recommandé par l'évaluation des appuis budgétaires 2009-2014, la logique d'intervention s'inscrit en complémentarité avec l'appui à la gestion des finances publiques et aux statistiques et en synergie avec les approches sectorielles dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable, de l'eau et de l'assainissement et de la santé.

Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER)

La logique d'intervention est de renforcer l'Etat dans sa capacité à répondre à la crise sécuritaire, humanitaire et liée au COVID-19 à travers le plan de réponse national. La logique repose sur les politiques publiques mises en œuvre par le pays. Elle vise à travers une gouvernance renforcée à améliorer :

- Les ressources humaines et matérielles dans le domaine de la sécurité-défense ;
- Les ressources financières pour financer les politiques publiques, avec une plus grande transparence ;
- La cohésion sociale ;
- La capacité de l'Etat à fournir des services sociaux de qualité, à soutenir la production agro-sylvo pastorale.

Cette logique suppose un dialogue renforcé avec les autorités, notamment le Ministère de l'économie, des finances et du développement, le principal bénéficiaire des transferts de fonds de l'appui budgétaire. L'Union européenne utilisera pleinement ce levier pour renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes en vue de faciliter l'allocation, la programmation, la budgétisation des ressources en cohérence avec les priorités politiques du pays, et permettre le suivi des résultats.

L'assistance technique déjà en cours à travers les différents appuis budgétaires continuera de renforcer les capacités nationales dans les domaines concernés. Dans le cas de la réforme des ressources humaines des forces armées nationales, la France, fournit déjà une assistance technique dans le domaine. Il s'agit d'un élément essentiel pour appuyer la réforme et contribuer à l'atteinte des objectifs du CCER.

4.3 Intégration des questions transversales

L'action répond directement aux différentes questions transversales :

- La résilience des populations est l'un des objectifs principaux du programme : résilience économique et fourniture de services sociaux essentiels.
- Le genre est une problématique centrale du programme. Il est pris en compte à plusieurs niveaux :
 - Lutte contre les violences basées sur le genre avec inventaires des structures dans le pays permettant de prendre en charge les victimes ;
 - A travers les indicateurs sociaux : allaitement maternel exclusif en prévention de la malnutrition, accès à la planification familiale, consultations gratuites pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes.
- L'environnement est un élément important du programme qui contribuera à appuyer la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN), avec pour objectif de répondre durablement à la sécurité alimentaire des populations.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans l'Agenda 2030. L'action permet de répondre principalement à :

- ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces.
- ODD 17 : Financement du développement.

Elle contribue aussi aux ODD suivants :

- ODD 3 : Bonne santé et bien-être ;
- ODD 5 : Egalité entre les sexes ;
- ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ;
- ODD 6 : Eau propre et assainissement.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, une convention de financement avec le pays partenaire a été signée en 2016 avec le Burkina Faso.

Pour mettre en œuvre la présente action d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience, il est envisagé de conclure un avenant à la Convention de financement relative au Contrat de bonne gouvernance et de développement, signée en 2016 avec le Burkina Faso.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords

correspondants seront mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement signée en 2016.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué au **Contrat de bonne gouvernance et de développement** est de 99 225 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 499 007,97 EUR au titre de l'appui complémentaire. Le montant au titre de l'appui budgétaire a été déterminé suite à de nombreuses réunions avec l'administration burkinabè. La moyenne annuelle représente 1,5 % des recettes intérieures prévisionnelles en 2017. Il s'inscrit dans l'enveloppe globale du 11^e FED, dont 330 000 000 EUR sont destinés au secteur de concentration de la gouvernance. Il repose sur :

- L'engagement du pays partenaire à allouer les ressources budgétaires nationales conformément aux priorités du plan de développement économique et social, en suivant les procédures budgétaires nationales standards ;
- Un gap de financement du plan national de développement économique et social estimé à 8 160 millions FCFA ;
- L'approche axée sur les résultats du plan national de développement économique et social, comprenant un système de suivi ;
- La prise en considération du coût d'une non-intervention qui fragilisera le gouvernement dans la mise en œuvre du plan national de développement économique et social ;
- Une prévision annuelle d'émissions d'obligations à hauteur de 156 milliards FCFA par l'Etat burkinabè ;
- L'efficacité, le rapport coût-avantages et l'impact de la valeur ajoutée spécifique de l'appui budgétaire sur la réalisation des objectifs stratégiques du pays partenaire ;
- Le bilan des décaissements antérieurs d'appuis budgétaires de la Commission européenne et des autres bailleurs de fonds, et l'amélioration des indicateurs notamment sociaux à laquelle ont contribué ces appuis budgétaires.

Le montant alloué au **Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience** est de 90 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire.

Ce montant a été déterminé suite à des discussions avec les autorités en fonction des besoins et des priorités, et en tenant compte des risques. Il repose sur les éléments suivants :

- Maintien de la stabilité budgétaire du pays, au regard des crises sanitaire, sécuritaire et humanitaire.
- Montants disponibles des fonds restants, des montants non décaissés au titre des tranches variables des appuis budgétaires en cours (i.e. Contrat de bonne gouvernance et de développement, Santé, Eau et assainissement, Développement rural) et des appuis institutionnels non décaissés du CBGD. Ces différents programmes et les montants correspondants sont fusionnés dans le CCER.

- Priorités urgentes du Gouvernement à couvrir sous forme de projet séparé, en matière de support du processus électoral (10 000 000 EUR), et de sécurité intérieure, appui à la justice et réconciliation (projet justice-sécurité, 18 670 000 EUR).
- Evaluation des différents risques et du risque de non-intervention.
- Performances satisfaisantes du Burkina Faso dans la mise en œuvre des appuis budgétaires antérieurs.
- Qualité du dialogue et des mécanismes de suivi des politiques publiques.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes :

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du PNDES 2016-2020 et maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique.
- Mise en œuvre et maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres.
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme.
- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires accessibles, exhaustives et fiables.

b) Les indicateurs de performance des tranches variables sont décrits ci-dessous. Pour ce qui concerne le **Contrat de bonne gouvernance et de développement**, une partie des conditions particulières des tranches variables concernent des éléments de dialogue avec le gouvernement, une autre partie consiste en des indicateurs. Les éléments de dialogue seront suivis tout au long de la mise en œuvre de l'appui budgétaire. Les indicateurs serviront à déterminer les décaissements des montants financiers prévus. Il n'y a pas de conditions spécifiques. Les tranches variables sont :

- Démographie : maîtriser la croissance démographique en augmentant l'offre de planification familiale ;
- Etat civil : soutenir la modernisation de l'état civil et l'enregistrement des naissances ;
- Lutte contre la corruption : renforcer le contrôle interne et d'appuyer la mise en œuvre de la législation anticorruption ;
- Lutte contre la corruption : renforcer le contrôle interne et d'appuyer la mise en œuvre de la législation anticorruption ;
- Lutte contre la corruption : renforcer le contrôle interne et d'appuyer la mise en œuvre de la législation anticorruption ;
- Efficacité de la dépense publique : améliorer la qualité de la dépense publique ;
- Protection sociale : appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de son plan de réponse accompagnant l'identification des personnes vulnérables du Burkina Faso ;

- Egalité de genre : appuyer le gouvernement dans la promotion des droits de la femme et de l'égalité du genre.

Le **Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience (CCER)** est un avenant au Contrat de bonne gouvernance et de développement. Il reprend des indicateurs essentiels des appuis budgétaires mis en œuvre depuis 2016 : Santé, Eau et assainissement, Développement durable. Dans ce cas, les cibles sont les mêmes que celles qui avaient été négociées dans le cadre de ces programmes respectifs. Les indicateurs de performance pour le décaissement des tranches variables sont, de façon indicative, les suivants :

Sécurité-défense :

- Réforme des ressources humaines des forces armées nationales ;
- Déploiement d'un système de communication des forces de sécurité avec interopérabilité, en priorités dans les zones sensibles.

Mobilisation des ressources :

- Formalisation de l'économie – extension de la facture normalisée ;
- Suivi des recommandations de l'ASCE-LC et des dossiers transmis à la justice ;
- Financement pérenne du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Cohésion sociale :

- Budgets sensibles au genre et prise en charge de la violence basée sur le genre ;
- Traitement par la justice des dossiers criminels.

Résilience :

- Périmètres irrigués ;
- Vaccination de la volaille ;
- Consultations des femmes enceintes ;
- Consultation des enfants de moins de 5 ans ;
- Services sociaux communaux avec priorité aux zones sensibles ;
- Planification familiale ;
- Prévention et prise en charge de la nutrition.

Les cibles et les indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et des indicateurs pourra être présentée à la Commission par l'Ordonnateur national

Il convient de noter que toute modification des cibles doit être convenue ex ante au plus tard au terme du premier trimestre de l'exercice soumis à l'évaluation. Les modifications convenues des cibles et des indicateurs font l'objet d'un accord préalable et peuvent être autorisées par écrit (au moyen d'une modification de la convention de financement).

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les modalités sont résumées dans les tableaux suivants (EUR):

Contrat de bonne gouvernance et de développement				
Année	Période indicative	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2017	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
2018	3 ^e trimestre	13 500 000	20 250 000	33 750 000
2019	3 ^e trimestre	13 500 000	18 225 000	31 725 000
TOTAL		40 500 000	58 725 000	99 225 000

Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience				
Année	Période indicative	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2020	3 ^e trimestre	60 000 000	-	60 000 000
2020	4 ^e trimestre	-	6 700 000	6 700 000
2021	1 ^{er} trimestre	17 500 000	5 800 000	23 300 000
TOTAL		77 500 000	12 500 000	90 000 000

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'une action au titre de l'appui budgétaire

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif d'accompagner la mise en œuvre du programme, la revue à mi-parcours et les éventuelles évaluations peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Burkina Faso conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

¹⁰ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
5.3 Appui budgétaire	189 225 000,00
<i>Contrat de Bonne Gouvernance et de Développement</i>	<i>99 225 000,00</i>
<i>Contrat d'appui à la consolidation de l'État et à la résilience - avenant au Contrat de bonne gouvernance et de développement</i>	<i>90 000 000,00</i>
5.4 Appui complémentaire	499 007,97
<i>5.4.1 Gestion indirecte le pays partenaire – Appui institutionnel (Marché de services)</i>	<i>299 007,97</i>
<i>5.9 Évaluation, 5.10 Audit</i>	<i>200 000,00</i>
Total	189 724 007,97

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La présente action sera mise en œuvre par la direction générale de la coopération (DGCOOP) du Ministère de l'économie et des finances et du développement pour le compte de l'Ordonnateur national du FED. Il revient à la DGCOOP de mobiliser et coordonner les différents services de l'Etat impliqués dans l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs

correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste du plan d'action stratégique ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La liste d'indicateurs de résultat sera finalisée (valeurs de référence et cibles) par les services techniques du partenaire en parallèle de la finalisation du cadre de mesure du Plan national de développement économique et social (PNDES). Cette finalisation s'est faite avant la signature de la convention de financement.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et ex post de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier pour mieux définir les indicateurs de performances et les critères de décaissement de la seconde moitié du programme. Elle permettra également de mesurer la possibilité d'intégrer des critères de décaissement relatifs à des thématiques insuffisamment prises en compte dans la première partie du programme (protection sociale et décentralisation). Elle permettra enfin de préciser les contours de l'appui complémentaire.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'objectif des réformes visées dépasse les deux domaines choisis dans cet appui pour s'étendre à tout le secteur SANAD afin d'y améliorer globalement la performance de l'intervention publique.

L'évaluation du programme peut être réalisée individuellement ou dans le cadre d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire réalisée avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire ou des parties prenantes concernées. Une évaluation finale du CCER pourra être réalisée afin de tirer le bilan de l'action et programmer les futurs appuis.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2020.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

6 CONDITIONS PREALABLES

Sans objet.

Appendice - PNDES plan de développement économique et social et Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS)

PNDES plan de développement économique et social

Basé sur un cadre macro-économique ambitieux (8 % de croissance attendue par an), le programme affiche un ensemble d'objectifs et d'investissements volontaristes. Il s'articule autour de 3 axes stratégiques :

- Réforme des institutions et modernisation de l'administration ;
- Développement du capital humain ;
- Dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

La politique publique soutenue par le PNDES est pertinente. Notamment, le Gouvernement a adopté un programme d'investissements prioritaires permettant de répondre aux objectifs de la politique, en matière de croissance inclusive et de création d'emplois. Si des progrès ont été faits, les taux de mise en œuvre restent encore faibles : 49 projets prioritaires sur 157 présentent un taux d'exécution inférieur à 25 %. Les projets prioritaires font l'objet depuis 2019 d'un suivi régulier au sein des Cadres sectoriels de dialogue (CSD), ce qui est un facteur d'amélioration.

Un dialogue de qualité

Le dialogue politique sur le PNDES est très structuré. Il permet des échanges de bon niveau, même sur des sujets sensibles, et les autorités ont toujours affiché une grande ouverture.

Ce dialogue est mené par la Troïka (UE vice-président). Il est alimenté par les 14 Cadres sectoriels de dialogue¹¹. Un processus annuel de revues est en place, incluant des revues techniques et politiques réunissant l'ensemble des acteurs (y compris société civile et autorités locales).

De contraintes budgétaires fortes

Le cout total estimé du PNDES (2016-2020) est de 23 500 000 000 EUR, ce qui représente environ 3*PIB 2016. Les investissements s'élèvent à 54,6 % du plan de financement du PNDES sur toute la période (12 800 000 000 EUR). Le plan initial prévoit un financement sur ressources propres à 63,8 %. Le besoin de financement hors ressources propres (36,2 %), s'élève ainsi à environ 8 500 000 000 EUR. A ce plan de financement doivent s'ajouter ceux du PUS et du PUS+ (voir ci-dessus), déclinaison géographique du PNDES.

Dans la pratique, le financement se heurte à de fortes contraintes budgétaires. Le budget de l'Etat subit de fortes pressions compte tenu de l'urgence en matière de sécurité (+15 % en 2019) et de l'augmentation de la masse salariale sous pression des syndicats. Les investissements sur ressources propres apparaissent ainsi en net recul ainsi que l'investissement total. Par ailleurs, dans son plan de financement initial, le Gouvernement avait prévu le financement de certains projets structurants prioritaires (échangeurs, centrales solaires, notamment) à travers des Partenariats publics privés. Mais, dans le cadre du programme négocié avec le FMI qui a supposé le retour à un déficit inférieur à 3 % du PIB en 2019, le recours aux partenariats public-privé (notamment les crédits fournisseurs et les préfinancements) a été fortement restreint.

Des résultats concrets

La mise en œuvre du PNDES sur la période 2016-2019 a tout de même permis l'atteinte de résultats concrets parmi lesquels :

- Santé : 52 millions d'actes médicaux délivrés dans le cadre de la gratuité ;
- Accès à l'eau potable : réhabilitation ou construction de 10 000 forages ;
- Création de 285 000 emplois formels ;
- Aménagement de 21 5490 ha de bas-fonds et vaccination de 92 millions d'animaux ;
- Construction de 1 200 kms de route (certains en cours d'exécution) .

Des difficultés à mesurer les résultats

Les capacités statistiques permettant de produire les indicateurs du cadre de résultat et de l'atteinte des ODD restent faibles. Par exemple, lors de la revue 2019, environ 50 % des indicateurs n'ont pas pu être produits ou ont été calculés trop tardivement. Pour répondre à cette préoccupation, l'UE appuie le renforcement des capacités du Système statistique national à travers un ambitieux programme d'assistance technique. Il est étroitement coordonné avec un renforcement des capacités du SP/PNDES financé lui aussi par l'UE.

Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS)

Le PUS est pertinent, car il met l'accent sur les besoins indispensables au maintien de la puissance publique dans les zones soumises à une menace extérieure et intérieure. En tant que déclinaison géographique du PNDES, il apporte une solution mixant la sécurité - déploiement des forces de l'ordre sur le territoire -, l'accès aux services sociaux de base - santé, eau potable et éducation-, ainsi que la gouvernance locale.

Le PUS se décline en une matrice d'actions prioritaires qui identifie les priorités à réaliser en vue de la prévention et de la consolidation de la paix au bénéfice des populations de la zone d'intervention. L'UE a significativement contribué à améliorer la qualité et la cohérence de cette matrice à travers l'appui au processus EPCP (Exercice d'évaluation de la prévention et de la consolidation de la paix, PPBA pour ses sigles en anglais). Le PUS et sa matrice d'actions prioritaires ont été présentés le 5 mars 2020 à la communauté internationale lors de la Commission de consolidation de la paix des Nations-unies.

L'UE contribue de manière significative au financement du PUS à travers l'appui budgétaire (105 000 000 EUR) et de nombreux projets du Fonds fiduciaire d'urgence dans les régions concernées. La priorité, telle que mentionnée lors de la présentation du PUS par les autorités le 5 mars, consiste maintenant à lever les goulots d'étranglement qui entravent la mise en œuvre et les résultats au bénéfice direct des populations.

Le suivi du PUS est inscrit à l'ordre du jour des réunions de la Troïka avec le Premier ministre. L'UE a en outre insisté auprès du MINEFID pour l'organisation de réunions régulières de coordination technique.